



Informations de base	
<p><b>2021/2912(DEA)</b></p> <p>DEA - Procédure d'acte délégué</p> <p>Détermination des cas dans lesquels des données d'identité peuvent être considérées comme identiques ou similaires aux fins de la détection d'identités multiples conformément au règlement (UE) 2019/818</p> <p>Complétant <a href="#">2017/0352(COD)</a></p> <p><b>Subject</b></p> <p>7.10.06 Asile, réfugiés, personnes déplacées; Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF)            7.10.08 Politique d'immigration            7.30.05 Coopération policière            7.40 Coopération judiciaire</p>	Procédure terminée - acte délégué rejeté

Acteurs principaux			
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>	<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>LIBE</b> Libertés civiles, justice et affaires intérieures		

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
29/09/2021	Publication du document de base non-législatif	<a href="#">C(2021)05057</a>	
29/09/2021	Période initiale pour l'examen de l'acte délégué 2 mois		
06/10/2021	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
29/11/2021	Période initiale pour l'examen de l'acte délégué prolongée par le Parlement par 2 mois		
19/01/2022	Résultat du vote au parlement		
20/01/2022	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0008/2022</a>	Résumé
20/01/2022	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2021/2912(DEA)
<b>Type de procédure</b>	DEA - Procédure d'acte délégué
<b>Sous-type de procédure</b>	Examen d'un acte délégué
<b>Modifications et abrogations</b>	Complétant <a href="#">2017/0352(COD)</a>

<b>Base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 114-p03
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée - acte délégué rejeté
<b>Dossier de la commission</b>	LIBE/9/07289

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution faisant objection à l'acte délégué		B9-0062/2022	14/01/2022	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0008/2022	20/01/2022	Résumé
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif		C(2021)05057	29/09/2021	
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2022)255	12/05/2022	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

## Détermination des cas dans lesquels des données d'identité peuvent être considérées comme identiques ou similaires aux fins de la détection d'identités multiples conformément au règlement (UE) 2019/818

2021/2912(DEA) - 20/01/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté (par 355 voix pour, 334 contre et 4 abstentions), une résolution **faisant objection** au règlement délégué de la Commission du 29 septembre 2021 complétant le règlement (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la détermination des cas dans lesquels des données d'identité peuvent être considérées comme identiques ou similaires aux fins de la détection d'identités multiples.

Pour rappel, le [règlement \(UE\) 2019/818](#) portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration impose à la Commission d'adopter des actes délégués fixant les procédures permettant de déterminer les cas dans lesquels les données d'identité peuvent être considérées comme étant les mêmes ou similaires.

Le règlement délégué de la Commission prévoit que les cas dans lesquels des données d'identité peuvent être considérées comme similaires sont indiqués à l'annexe II.

L'annexe II, point 2, du règlement délégué de la Commission prévoit que :

- 1) l'eu-LISA utilise un algorithme permettant de calculer la similarité entre les données d'identité figurant dans différents champs de données et provenant des différents systèmes d'information de l'UE;
- 2) l'algorithme est fondé sur des seuils de similarité préalablement établis;
- 3) pour définir cet algorithme, l'eu-LISA est assistée et conseillée par des experts de la Commission, des États membres et des agences de l'Union qui utilisent les systèmes d'information de l'UE et les éléments d'interopérabilité.

À l'appui de l'objection formulée par le Parlement, les députés ont fait valoir qu'il est clair que le règlement délégué de la Commission ne définit pas les procédures permettant de déterminer les cas dans lesquels les données d'identité peuvent être considérées comme similaires, mais qu'il subdélègue ce pouvoir à l'eu-LISA et à des experts de la Commission, des États membres et des agences de l'Union qui utilisent les systèmes d'information de l'UE et les éléments d'interopérabilité.